

Eoliennes et radars militaires: vers une étude au cas par cas de l'armée

PARIS, 16 sept 2014

Il n'y aura pas d'interdiction globale, mais une "évaluation", au cas par cas, des **projets de parcs éoliens** qui pourraient entrer en conflit avec des zones d'entraînement de l'armée ou des radars militaires, a appris auprès des ministères de l'Ecologie et de la Défense.

"Le ministre de la Défense s'est personnellement engagé à ce qu'il n'y ait pas d'interdiction globale, mais une évaluation projet par projet, domaine par domaine et lieu par lieu", a déclaré Ségolène Royal, la ministre de l'Ecologie et de l'Energie.

Les deux ministères avaient entamé des discussions cet été après les inquiétudes soulevées par les industriels du secteur sur un éventuel durcissement des règles d'installation d'éoliennes à proximité des radars et des zones d'entraînement pour les vols à basse altitude, notamment d'hélicoptères.

La **densification des parcs éoliens et l'augmentation de la hauteur des turbines** posent en effet de plus en plus de problèmes de cohabitation avec certaines installations et activités militaires.

"Un directeur de la circulation aérienne militaire a été mandaté cette année pour traiter le sujet sur ses aspects techniques et réglementaires en lien avec le ministère de l'Ecologie", a indiqué le ministère de la Défense, qui précise que les deux cabinets se sont encore réunis la semaine dernière.

A l'heure actuelle, la procédure prévoit que ce ministère, mais aussi Météo France, qui dispose de plusieurs radars sur le territoire, rendent un avis pour les projets de parcs éoliens situés dans une zone de 30 km autour d'un radar.

"Au total, 3.000 à 4.000 mégawatts de projets à différents stades de développement pourraient être pénalisés en cas de durcissement des règles", selon Marion Lettry, déléguée générale adjointe du Syndicat des énergies renouvelables (SER).

Les industriels du secteur avaient interpellé la ministre de l'Ecologie et de l'Energie Ségolène Royal fin juillet du "coup de frein dramatique", selon Marion Lettry, que représenterait un durcissement trop important et surtout systématique des règles.

D'autant que des solutions existent selon eux, comme d'installer des éoliennes dites furtives, qui perturbent moins les radars, ou d'améliorer les technologies des radars eux-mêmes.

Les industriels attendent également des avancées du côté de Météo France, avec qui "le dialogue est plus difficile qu'avec l'armée", note Marion Lettry.